



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

Le gouvernement signe « un pacte financier » avec Général Electric et Bouygues

Le Ministre de l'économie et de l'industrie, Emmanuel Macron, vient de signer l'accord autorisant le rachat des activités Energie du groupe Alstom, avec pour conséquence son découpage. Cet accord se limite à garantir pour la filière nucléaire l'approvisionnement énergétique de la France.

En retrait des intentions affichées par Montebourg, cet accord ne parle que de promesses d'achat des actions de Bouygues pouvant aller jusqu'à 20% du capital du « nouveau Alstom ».

Rien sur la stratégie industrielle, l'investissement, le développement technologique, des projets en France. La demande de créer 1 000 emplois d'ici 2018 en France n'offre aucune réelle garantie.

Le gouvernement fait le choix de soutenir un projet financier plutôt qu'industriel. D'ailleurs, le PDG d'Alstom, monsieur Kron, s'est empressé d'annoncer qu'il proposera à l'AG des actionnaires un versement exceptionnel de 4 milliards d'euros en dividendes. Il fait ainsi passer l'intérêt des actionnaires avant celui des salariés d'Alstom et des sous-traitants, sans se préoccuper des conséquences sur l'emploi.

Au moment où la France, comme l'Europe, s'engagent sur la nécessité d'une transition énergétique avec une loi qui vient d'être votée. Au moment où une conférence environnementale aborde les enjeux de développer le transport collectif, notamment dans le ferroviaire. Il est donc absurde et sans aucun fondement industriel de démanteler un groupe qui représente des atouts importants dans les technologies des énergies et du transport ferroviaire du futur. D'autant que celui-ci est passé sous le contrôle de GE dont les exigences financières, l'accès aux marchés, aux technologies, aux brevets sont ses priorités.

Les dirigeants de GE France viennent déjà d'annoncer un plan d'économie de 1,2 milliard d'ici 2017/2018 avec des réductions dans la recherche, les achats, les investissements, les fonctions supports.

L'objectif est d'atteindre un taux de rentabilité de 16% (au lieu de 10% actuellement dans Alstom).

Dans ces conditions, les salariés, mais aussi les entreprises sous-traitantes s'inquiètent des conséquences sur l'emploi et le maintien des capacités industrielles. Au dire du PDG Kron, cette vente serait une chance pour le nouvel Alstom recentré sur les seules activités transport. Malgré les commandes enregistrées, les salariés de Belfort, Aytré, Ornans demeurent préoccupés pour l'avenir de leurs sites.

Pour la CGT, les véritables enjeux sont la maîtrise technologique, l'emploi et les savoir-faire nécessaires aux besoins de développement de l'industrie. Cela nécessite de garder les synergies entre les différentes activités, avec une stabilité et un financement à long terme.

La CGT reste convaincue qu'il est encore temps d'arrêter ce monopoly financier. Nous avons besoin d'un état actionnaire pour jouer un rôle actif dans les choix stratégiques. Le gouvernement dispose de moyens avec la Banque Publique d'Investissement (BPI) et l'Agence des Participations de l'Etat (APE).

La CGT est favorable à une coopération avec GE avec la création d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) comme cela se fait avec Safran dans le domaine des moteurs d'avions (CFM International).

Aujourd'hui, beaucoup de salariés, d'élus de toutes organisations syndicales sont dubitatifs comme le reflète le vote au Comité Européen. Un vote certes positif mais avec une majorité très relative.

La CGT a demandé une entrevue auprès du ministre Macron.
Une réunion de l'ensemble des syndicats européens est prévue.

Dans les semaines qui viennent, la CGT continuera à créer les conditions pour permettre aux salariés d'exprimer leurs attentes, leurs exigences revendicatives.

Rien n'est écrit dans le marbre, seul le rapport de forces des salariés avec leurs syndicats pèsera pour imposer des choix de développement industriel et d'emploi en France et en Europe.